Document generated on 08/13/2025 3:59 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

RODRIGUEZ-PEREZ, Sarah (2016) *Changement climatique et représentation de l'avenir*. Paris, L'Harmattan, 216 p. (ISBN 978-2-343-08401-5)

Bertrand LEMARTINEL

Volume 60, Number 171, December 2016

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1041234ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1041234ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this review

LEMARTINEL, B. (2016). Review of [RODRIGUEZ-PEREZ, Sarah (2016) *Changement climatique et représentation de l'avenir*. Paris, L'Harmattan, 216 p. (ISBN 978-2-343-08401-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *60*(171), 595–597. https://doi.org/10.7202/1041234ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

« libre-échange » et ses conséquences sur la dilapidation des ressources naturelles. L'Asie, en pleine croissance économique, est aux avant-postes de cette course à ces ressources.

Yash Tandon consacre son analyse à l'Afrique, continent pourvoyeur de ressources naturelles « pour le système capitaliste kleptocrate global », selon son expression. Le ton est virulent et les affirmations péremptoires qui abondent ne suscitent pas la conviction.

Pablo Solon, dans un court texte de quelques pages, se questionne sur le programme *Reduction of Emissions from Deforestation and Forest Degradation* (REDD). Ce programme a pour ambition de protéger les forêts, vu leurs capacités d'absorption de gaz carbonique. Si un pays en voie de développement diminue son déboisement, il pourra vendre un crédit carbone – qui représente la capacité de séquestration de ce gaz qui a été préservée – à des entreprises des pays riches. Cela correspond à un permis de polluer, remarque à juste titre l'auteur.

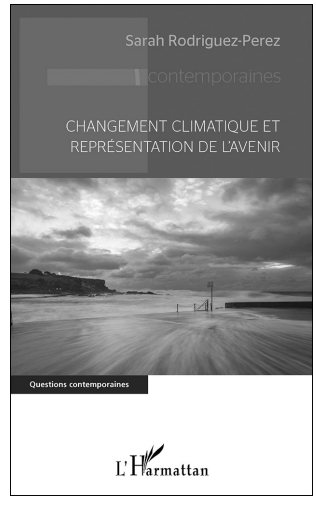
L'étude de l'ETC Group et de la Fondation Heinrich Böll s'attelle à montrer que les nouvelles techniques (génie génétique, biologie synthétique, géo-ingénierie, etc.) ne constituent pas une solution à la crise écologique. Cette conception technique de l'économie verte scelle une « grande convergence », celle des sciences, de l'industrie et du capital financier pour un contrôle de la nature en vue de réaliser plus de profits.

Ce volume d'*Alternatives Sud* est clôturé par un second article de Martin Khor, qui examine le projet d'économie verte après la conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro, dite Rio+20, qui a eu lieu en 2012. Bien qu'émettant quelques réserves, Khor dresse un bilan positif de cette conférence « qui a préservé les bases d'une coopération internationale » et qui a réaffirmé « les engagements qui avaient été pris au sujet du développement durable ». Il rappelle également certaines critiques de l'économie verte émises par des dirigeants politiques des pays du Sud, au cours de cette conférence.

Assez riche, cette publication du CETRI est à lire. Toutefois, on peut regretter que le concept de bien commun ne soit pleinement exploité par aucun auteur. La gouvernance de certaines ressources naturelles communes par les communautés d'usagers elles-mêmes, comme solution de rechange à la privatisation, est souvent écologiquement efficace, comme l'a bien montré Elinor Ostrom dans ses travaux, à travers maints exemples dans le monde.

Ne sont pas non plus abordés les débats sur la décroissance ou sur la construction d'un système postcapitaliste qui respecterait les équilibres écologiques en mettant la sobriété au cœur de son fonctionnement.

Khaldi ABDELKADER
Université de Tiaret
Tiaret (Algérie)



RODRIGUEZ-PEREZ, Sarah (2016) *Changement climatique et représentation de l'avenir*. Paris, L'Harmattan, 216 p. (ISBN 978-2-343-08401-5)

L'ouvrage est composé de quatre parties d'inégales longueurs. La première (15 p.) en expose les cadres théoriques. Les trois autres mettent en question le capitalisme libéral (37 p.), le déphasage supposé du système politique (au singulier) et la résilience des sociétés comme nouvel avenir, qui comptent respectivement 29 et 63 pages.

Disons-le d'emblée, la rédaction n'est guère soignée. Si les accidents orthographiques sont rares, le style n'est pas plaisant. L'abus permanent du futur historique et les trop fréquentes constructions lourdes ou défectueuses rendent la lecture fastidieuse (par exemple : « cette conférence s'est suivie de… » p. 8 ; phrase incohérente en haut de la page 71). Plus gênantes sont des erreurs qui peuvent confiner au ridicule. Passe encore de dater *The limits to growth* de 1987 (p. 7), quand le Club de Rome l'a publié en 1972, mais attribuer à l'abbé Sieyès un *Discours du therminador an III* (p. 99) – au lieu de thermidor – nous laisse sans voix. D'une manière générale, les auteurs fondamentaux sont évoqués en citant leurs commentateurs, comme le prouvent les abondantes notes de bas de page. On aurait préféré que Sarah Rodriguez-Perez s'imprègne des *princeps*, car le vernis culturel s'écaille vite : ainsi, écrire qu'en Grèce, l'*otium* était préféré au *negotium* (p. 41) ou, sans nuances, que la démocratie y « incarnait un idéal politique de liberté et d'égalité » (p. 80) ne rassure guère sur la profondeur des connaissances linguistiques ou historiques mises en œuvre. C'est d'autant plus fâcheux que de trop nombreuses pages sont consacrées à des exposés paraphrastiques de théories économiques (p. 49 et suivantes) ou des redites peu débattues de rapports d'institutions internationales (p. 126 et suivantes).

Venons-en au thème du livre, c'est-à-dire au changement climatique et à la représentation de l'avenir, dont le grand intérêt m'a poussé à faire cette recension. Le premier terme est défini en trois pages (p. 38-40) qui se contentent de résumer le… « résumé à l'intention des décideurs » (GIEC, 2014). Il n'est donc pas étonnant que l'ignorance des réalités climatiques conduise ensuite à des affirmations surprenantes et plusieurs fois répétées sur « l'inertie et l'irréversibilité des tendances » (p. 143) : le réchauffement actuel mesuré est certes indiscutable, mais la notion de cycle pluriséculaire ou le rôle prééminent de la vapeur d'eau sont clairement inconnus, qui pourraient conduire à éviter des affirmations tranchées telles que « remédier au changement climatique est impossible » (p. 76). Pour cela, il aurait fallu lire les documents scientifiques du Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui expliquent que « large uncertainties remain about how clouds might respond to global climate change. » (IPCC, 2007). D'ailleurs, à quoi serviraient les travaux du GIEC si l'avenir était irrémédiablement tracé ? La question des représentations d'avenir n'est pas plus travaillée (p. 107-108), alors qu'ont été publiés d'assez nombreux travaux (Guichard, 1993 ; Evola, 1996 ; Vidal, 2012) qu'il est aisé de consulter. Dans ces conditions, la fragilité des développements sur les « croyances modernes […] propositions auxquelles la plupart des gens adhèrent, car elles reposent sur l'autorité des experts » (p. 11) est évidente : ces propositions pourraient autant être issues des spécialistes du GIEC que de « l'idéologie économique du progrès » (p. 12). L'enquête très attendue sur la façon dont le réchauffement actuel influence la perception de l'avenir se réduit donc à des discours pédants sur le basculement de la « conscience de la finitude du monde à l'idée d'infini » (p. 85) que viendrait ultérieurement contrebalancer le « court-termisme » des démocraties représentatives (p. 65 et 103), plus désireuses de résilience et d'ingénierie que d'action sur les émissions de CO_2 (p. 159).

Les exemples appuient d'autant moins une éventuelle démonstration qu'ils dénotent une faible connaissance des situations concrètes. Peut-on sérieusement dire que « la Chine, l'Inde et le Brésil agissent pour préserver le climat au travers de politiques climatiques d'atténuation » (p. 76) lorsqu'on a séjourné à Pékin et Shanghai ? Lorsque l'auteure évoque l'ensemencement de « particules de souffre [*sic*] dans la stratosphère pour refroidir l'atmosphère » (p. 27), songe-t-elle que le très polluant charbon chinois en émet des quantités considérables ? À moins qu'elle considère que les centrales électriques chinoises sont parties prenantes dans les politiques climatiques d'atténuation…

Le discours convenu sur la multiplication des catastrophes (p. 155) ignore manifestement les décomptes de Ryan N. Maue, prouvant qu'il n'y a eu aucun accroissement du nombre des cyclones entre 1970 et 2016. Il méconnaît aussi ceux du politologue Bruno Tertrais (2011) : plus que le rythme des accidents, c'est, à mesure de l'enrichissement des pays, leur coût qui grimpe et donc les événements réassurés enregistrés par les bases de données comme EM-DAT, de l'université de Louvain (CRED, 2009). Et si Katrina (et non *Katarina*, p. 123) a si durement frappé la Nouvelle-Orléans, ce n'est ni en raison de sa puissance (2/5 sur l'échelle de Saffir Simpson), ni « en raison de l'incapacité [de la ville] à se protéger d'un événement catastrophique » (p. 123), mais à cause de la réduction de 44%, par l'administration Bush, des crédits fédéraux d'entretien des digues, redirigés vers les dépenses militaires en Irak. Sarah Rodriguez-Perez a raison au moins sur un point : « Le véritable obstacle à la réduction des émissions de CO_2 est la croissance du niveau de vie et de la population » (p. 77). Effectivement, les pauvres peuvent aspirer à devenir moins pauvres et à vivre en paix en Afrique, où les guerres font plus de mal que l'élévation des températures. Sur ce continent, le scénario SRES A2 du GIEC n'est pas négatif : sauf au Maghreb, il couple le réchauffement à un utile accroissement des précipitations.

Nous n'irons pas plus loin. Je ne partage absolument pas l'autosatisfaction de l'auteure affirmant en conclusion (p. 186) qu'« au regard des résultats obtenus dans ce travail, [ses] hypothèses sont… validées ». En l'occurrence, citer de nombreux ouvrages ne suffit pas à asseoir une recherche personnelle approfondie exempte de propos convenus ; le travail universitaire est une longue patience.

Références

CRED (CENTRE FOR RESEARCH ON THE EPIDEMIOLOGY OF DISASTERS) (2009) *EM-DAT. The international disaster database* [En ligne]. http://www.emdat.be/database

EVOLA, Julius (1993) *Les Hommes au milieu des ruines*. Grez-sur-Loing, Éditions Pardès.

GIEC (GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT) (2014) Résumé à l'intention des décideurs. Dans Susan Solomon, Dahe Qin, Martin Manning, Zhenlin Chen, Melinda Marquis, Kristen B. Avery, Melinda Tignor et Henry LeRoy Miller (dir.) *Changements climatiques 2007 : Les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au quatrième Rapport d'évaluation du GIEC*. Cambridge et New York, Cambridge University Press.

GUICHARD, Jean (1993) *L'École des représentations d'avenir des adolescents*. Paris, Presses Universitaires de France.

IPCC (INTERGOVERNMENTAL PANEL ON CLIMATE CHANGE) (2007) 8.6.3.2 Clouds. *IPCC Fourth assessment report: Climate change 2007* [En ligne]. https://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg1/en/ch8s8-6-3-2.html

MAUE, Ryan N. (2011) Recent historically low global tropical cyclone activity. *Geographical Research Letters*, vol. 38, n°4 [En ligne]. http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1029/2011GL047711/full

MEADOWS, Donella H., MEADOWS, Dennis L., RANDERS, Jørgen et BEHRENS III, William W (1972) *The limits to growth: A report to The Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York,Universe Books.

TRETRAIS, Bruno (2011) *Atlas mondial du nucléaire : civil et militaire*. Paris, Éditions Autrement.

VIDAL, Bertrand (2012) L*es représentations collectives de l'évènement-catastrophe : étude sociologique sur les peurs contemporaines*. Montpellier, Université Paul-Valéry-Montpellier, Département de sociologie, thèse de doctorat publiée.

Bertrand LEMARTINEL
Université de Perpignan
Perpignan (France)